

« Mouvement ANFASS Pour la Démocratie et la citoyenneté »

Secteur de la santé : Sortir des sentiers battus

Pourquoi ce Document ?

Dans un contexte marqué par la tenue, pour la première fois depuis 1959, d'une **conférence nationale sur la santé** visant à déterminer les priorités stratégiques pour les 30 années à venir, nous, « **Mouvement ANFASS pour la Démocratie et la citoyenneté** », soumettons cette contribution au débat public.

En Mai dernier, et en collaboration avec le mouvement « Clarté-Ambition-Courage », nous avons publié un document sur la fiscalité où nous avons mis clairement l'accent sur la notion de « **pacte de citoyenneté** ». Nous avons considéré que **la fiscalité est « un instrument au service du projet de société » et une contribution citoyenne reflétant l'engagement du citoyen envers sa société à travers un pacte**. De ce fait, elle ne pourra jamais être perçue comme telle sans **un regain de confiance du citoyen** dans les piliers que sont l'éducation, la justice, la sécurité et la santé.

La santé aujourd'hui au Maroc marche à deux vitesses et crée de ce fait deux catégories de citoyens : citoyens ayant une couverture médicale « solide » ou des moyens financiers, et les autres démunis, laissés pour leur compte. Cela doit absolument cesser !

Nous estimons **qu'il est temps de sortir des sentiers battus et établir un projet sectoriel « santé 2030 » adapté à nos réalités locales** capable de surmonter, dans un futur proche, les écueils qui entachent ce secteur névralgique, dans le cadre d'une stratégie globale permettant de redonner l'espoir d'un Maroc meilleur avec un service public de qualité.

Etat des lieux :

Nous relevons, en toute objectivité, que les politiques de santé menées depuis l'indépendance ont permis un certain nombre de réalisations indéniables qu'on peut résumer comme suit :

- Une amélioration de l'espérance de vie à la naissance et une baisse notable de la mortalité infanto-juvénile (moins de 5 ans).
- Une baisse de la mortalité maternelle liée principalement à une amélioration du suivi de la grossesse et de la prise en charge des accouchements.

- Une généralisation de la couverture vaccinale et des structures de soins de santé de base (dispensaires, centres de santé, centre de santé avec unités d'accouchements).
- Un démarrage d'un programme de couverture médicale.
- Une production locale du médicament capable de subvenir à plus de 70% des besoins nationaux, avec des dispositifs de contrôles adéquats.

Malgré ces réalisations, le système de santé demeure handicapé par de nombreuses insuffisances qu'il faudra absolument surmonter si on désire redonner confiance au citoyen dans ses établissements de santé.

Ainsi, nous notons principalement :

- une **disparité** importante des indicateurs de santé entre les milieux urbain et rural.
- Une **concentration** de l'offre de soin spécialisé autour des grands centres urbains traditionnels.
- **L'insuffisance de la densité de la population médicale (6.2 médecins pour 10.000 habitants au Maroc contre 10.8 en moyenne de la région) et paramédicale (8.9 pour 10.000 habitants au Maroc contre 15.9 en moyenne de la région).**
- La faible part des **dépenses de la santé** dans le PIB (à peine 2%) dont plus de la moitié est **supportée par les ménages** (uniquement 34% de la population a actuellement une couverture maladie : **dépense par habitant au Maroc est inférieure à 170 \$ annuellement contre plus de 220 \$ comme moyenne de la région**).
- **L'absence d'une politique nationale de la santé mentale et psychique,**
- **L'absence d'une politique du médicament.**
- **La lenteur du processus de mise en adéquation de l'arsenal législatif.**
- **Le retard manifeste en termes de recherche** liée aux sciences de la santé.
- Alors que le pays bénéficie d'une flore riche et variée dont une grande partie est représentée par les **plantes médicinales et aromatiques**, aucune volonté politique n'a été affichée pour rédiger les monographies liées à cette flore, et développer une industrie nationale structurée en la matière.
- Certaines **pratiques de charlatanisme demeurent manifestes en toute impunité et avec une neutralité passive de la part des autorités.**
- **L'absence d'une politique nationale de santé bucco-dentaire.**
- Bien que le pays est en cours de virage épidémiologique où les maladies chroniques (cardio-vasculaires, cancers..) sont de plus en plus prépondérantes comme causes de mortalité, presque **aucune politique nationale préventive n'est enregistrée.**
- De même, la population de plus en plus vieillissante ne bénéficie **d'aucun programme national de gériatrie et de prise en considération des besoins des populations âgées.**

Nos propositions :

Sur le plan démarche :

Nous avons entamé, depuis un certain temps, au sein du « Mouvement ANFASS pour la démocratie et la citoyenneté » une réflexion de fond sur les futurs possibles du système de la santé.

Notre démarche qui s'appuie sur la prospective stratégique s'articule sur 4 étapes dont la conduite nécessite un travail de fond d'environ 2 ans :

- **Une première étape de collecte d'informations et de données** visant à l'élaboration de fiches de synthèses sur les principales problématiques clés du secteur.
- **Une seconde étape** de formulation d'hypothèses à partir des données recueillies et conduite **d'une enquête nationale** impliquant tous les acteurs.
- Une troisième étape de publication des résultats de l'enquête et de rapprochement statistique permettant de **dégager des scénarii futurs** que nous soumettrons à débat public.
- Une quatrième étape d'élaboration **d'un programme d'action sur 15 ans intitulé « Vision santé 2030 ».**

Cette initiative est ouverte à tous les acteurs qui peuvent nous rejoindre pour participer et mener à bien cette démarche.

Sur le plan mesures :

Notre travail actuel sur cette problématique nous pousse à **regarder avec scepticisme la manière avec laquelle la deuxième conférence nationale sur la santé est en train d'être menée et nous doutons fortement de l'émergence d'orientations politiques et de programmes d'action clairs.** Nous avons vu opportun de formuler quelques propositions d'orientations ayant émergé du débat sur la question au sein du « Mouvement ANFASS pour la démocratie et la citoyenneté », en harmonie avec le projet de société que nous défendons axé sur les valeurs de l'équité sociale, de la centralité du citoyen, du progrès et de la répartition. Dans cet état d'esprit, nous pensons que toute réflexion doit prendre en compte les quatre enjeux que sont :

- **L'accès**
- **La qualité.**
- **L'équité.**
- **Le coût**

Parmi les axes vers lesquels nous souhaitons que le débat public soit orienté, nous mentionnons :

**ANFASS pour La Démocratie et la citoyenneté – Secteur de la Santé : Sortir des sentiers battus
Juin 2013**

- La formation : Nous estimons qu'il faudra **revoir, sur le fond, la manière avec laquelle le médecin est formé. La formation du personnel paramédical** est également un domaine à réformer.
- **La médecine préventive doit devenir le centre du système de santé.**
- **Une politique de santé psychique axée sur une meilleure prise en charge, l'implication du médecin généraliste et la création de nouvelles structures de soins.**
- **La problématique de l'accès au médicament devra être résolue d'une manière différente en dehors de l'approche actuelle.** Nous estimons qu'on ne peut être efficace dans l'amélioration de l'accès au médicament sans prises de certaines mesures :
 - Encouragement de l'émergence de grands acteurs pharmaceutiques nationaux capables de produire à très grande échelle et exporter vers les plus grands marchés internationaux.
 - Amélioration de la couverture maladie.
- **L'encouragement de la recherche médicale appliquée et en économie de la santé.**

Nous estimons au sein du « Mouvement ANFASS pour la démocratie et la citoyenneté » que la santé est l'un des leviers importants permettant de redonner confiance au citoyen marocain et conduire à la concrétisation d'un pacte de citoyenneté.

Contacts :

Othmane Boumaalif (boumaalif@gmail.com)

Issam Ourrai (issam.ourrai@gmail.com)